

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La Fédération Internationale des Journalistes (FIJ) a lancé, aujourd'hui, une campagne mondiale pour dénoncer la violence contre les femmes journalistes. Elle demande aux pouvoirs publics d'assumer leur responsabilité afin de de mettre fin à l'impunité contre ces crimes.

Cette campagne est une réponse au nombre record de femmes journalistes menacées, attaquées, harcelées, violées ou tuées dans l'exercice de leur profession.

«Les femmes journalistes courent malheureusement davantage de risques que leurs collègues masculins face aux attaques, aux menaces, aux intimidations (notamment via internet), aux viols et aux abus ;

autant de comportements qui peuvent se révéler efficaces pour réduire au silence les femmes dans les médias. Comme nous encourageons de plus en plus de femmes à entrer dans la profession, leur sécurité doit évidemment être primordiale », dit la co-présidente du Conseil du Genre de la FIJ, Mindy Ran .

Selon les décomptes de la FIJ, six femmes journalistes ont été tuées cette année dans l'exercice de leur profession. La néozélandaise Rebecca Davidson, cheffe de programme adjointe pour Arabian Radio Network basée à Dubaï, a perdu la vie le 8 février dans une collision de bateaux lors d'un reportage Seychelles. Rahmo Abdulkadir , journaliste à Radio Abudwaq, a été abattue dans le quartier Towfiq au nord de la capitale Somalienne Mogadishu alors qu'elle se trouvait près de chez elle.

Baiu Lu, de l' Urumqi Evening News, est décédée le 18 avril, dans un accident, alors qu'elle menait des interviews sur un chantier de construction à Urumqi, au Nord-Ouest de la Chine.

Habiba Ahmet Abd Elaziz, du journal émirati Xpress a été tuée le 14 août avec quatre autres journalistes en Egypte. Yarra Abbas, correspondante de la télévision Al - Ikhbariyah TV, a été

tuée, le 27 mai, alors qu'elle couvrait des affrontements près de la frontière avec le Liban.

La journaliste française Ghislaine Dupont de Radio France Internationale (RFI), a été enlevée avec l'un de ses confrères et abattue le 2 novembre dans la ville de Kidal, dans le nord malien.

"Une journée internationale, le 25 novembre, ne suffit pas pour lutter contre les attaques contre nos collègues de sexe féminin », a déclaré Zuliana Lainez, membre du Conseil du Genre et du Comité exécutif de la FIJ .

«Nous lançons un groupe de travail afin de nous assurer qu'une attention constante est portée à la sécurité de nos collègues à travers le monde. Des alertes régulières et des actions de protestation seront lancées pour dénoncer ces crimes. Une campagne sur Twitter marquera, notamment, la journée internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes, ce 25 novembre ".

"Nous demandons instamment aux organisations de médias de faire leur maximum pour lutter contre la violence perpétrée à l'encontre des femmes travailleuses", indique Mounia Belafia co-présidente du Conseil du genre de la FIJ. « Le respect de l'égalité des genres est une première étape dans cette direction et doit être appliqué dans toutes leurs activités ».

La FIJ invite les journalistes, leurs syndicats et ceux qui les soutiennent à exprimer dès maintenant leurs inquiétudes face à la violence exercée envers les femmes journalistes et à exiger qu'il soit mis un terme à l'impunité entourant ces attaques. Postez vos commentaires sur #IFJVAW.